

La tourmente de l'éléphant

Crise ivoirienne et mutations politico-religieuses

Dr. Jacques Ngimbous

*Exposé introductif de soutenance à l'ENS, Campus Jourdan, le 7 juin 2023
Thèse dirigée par Patrick Michel et Fabienne Samson*

ngimbousjm@gmail.com

La genèse du sujet de thèse

Au terme de mon master d'études politiques à l'EHESS, j'ai écrit un mémoire sur le « national-évangélisme ivoirien ». Ce mémoire suggérait qu'il s'est développé en Côte d'Ivoire, surtout depuis la fin des années 1990, un nationalisme d'inspiration ou plutôt d'expression évangélique. De nombreux religieux des Églises du Réveil, construisirent une rhétorique nationaliste à partir d'arguments bibliques et théologiques. Ce faisant, ils enveloppèrent des idées politiques et des préjugés ethniques d'un discours religieux. De prime abord, les évangéliques tenaient des propos « exclusivement » religieux. Mais une fois analysés et replacés dans le contexte de leur énonciation, qui était celui de la crise ivoirienne, je m'aperçus que ces propos avaient une portée politique incontestable. Le vocabulaire religieux servait uniquement d'instrument et de paravent à un projet indubitablement politique.

Il devint évident pour moi que le national-évangélisme ivoirien n'était qu'un pan d'une réalité plus grande ou un épiphénomène révélant l'existence de transformations plus complexes. Le nationalisme construit et défendu par des pasteurs évangéliques médiatisés semblait être une des nombreuses manifestations de la reconfiguration des relations entre les politiques et les religieux. C'est ainsi que j'en vins à formuler l'hypothèse des mutations relationnelles entre gouvernants et personnalités culturelles durant les années de déséquilibre collectif en Côte d'Ivoire.

Le fait que je sois d'origine camerounaise a certainement été pour beaucoup dans la constitution de la Côte d'Ivoire en objet de recherche. Les Camerounais vécurent la crise ivoirienne d'une manière qui suggéra qu'ils firent leurs enjeux sociaux et politiques de la Côte d'Ivoire. La grande couverture médiatique des querelles et des faits de société ivoiriens par les journalistes camerounais, surtout au début des années 2000, a laissé une empreinte sur ma génération car nous avons suivi le déroulement de la crise ivoirienne, épisode après épisode. D'ailleurs, l'étude de l'intérêt que la Côte d'Ivoire et le Cameroun ont l'un pour l'autre pourrait faire l'objet d'une thèse.

J'ai grandi dans un milieu croyant, où des pratiquants de différentes religions se côtoyaient sans jamais entrer en conflit du fait de leurs dissemblances religieuses. Les religions faisaient naturellement partie de mon univers. Mon exposition au cas ivoirien et aux événements de la crise m'a prédisposé à effectuer un croisement entre les questions politiques et religieuses en Côte d'Ivoire.

La définition et le bornage du temps de crise

En lisant l'abondante littérature produite sur la politique en Côte d'Ivoire, j'ai noté l'existence de tensions entre les multiples définitions du syntagme « crise ivoirienne ». Des confusions entre (a) la *crise-moment* et la *crise-situation*, entre (b) les dynamiques d'une crise individuelle et celles d'une crise collective. Les caractéristiques d'une crise individuelle étaient appliquées à la crise sociale collective que connaissait la Côte d'Ivoire. Un amalgame était également fait entre (c) la temporalité des crises individuelles (généralement brèves et passagères) et la temporalité des crises collectives (souvent longues et « permanentes »). Quand il était question de la crise ivoirienne, le mot *crise* lui-même entraînait en crise.

Au cours de mes séjours en Côte d'Ivoire, grâce aux rencontres que j'eus avec de nombreux politiques et religieux, aux entretiens réalisés, aux séances d'observation effectuées, aux divers matériaux collectés, je me rendis compte que le cas ivoirien relevait d'une crise-situation. Il m'apparut de manière évidente qu'il n'y eut qu'une seule crise en Côte d'Ivoire entre 1990 et 2020. Mais en raison des manifestations différenciées de la crise ivoirienne et d'une progression en dents de scie, plusieurs analystes et auteurs défendirent l'idée d'une pluralité de crises. Il n'en fut pourtant rien.

Plusieurs raisons et éléments sont en faveur de l'hypothèse de l'existence d'une crise unique. Tout d'abord, la question de l'identité. Elle a été en toile de fond de tous les conflits majeurs qui ont ébranlé l'équilibre de la Côte d'Ivoire entre 1990 et 2020. Cette question a conduit au recyclage de l'ivoirité, aux violences électorales, à la guerre et autres affrontements. Ensuite vient le fait qu'en général les mêmes personnes furent les principaux protagonistes de la crise. Enfin, les revendications des groupes en conflit étaient les mêmes tout au long de la crise. Seuls ont varié les voies d'expression de ces griefs. Autrement dit, des fluctuations dans les formes et l'intensité des violences étaient notoires. Mais, le plus souvent, toutes furent suscitées par des considérations identiques.

Finalement, on pourrait dire que la crise ivoirienne a été une situation prolongée de rupture de l'équilibre collectif et de désintégration des sphères sociales de la Côte d'Ivoire entraînant de profondes reconfigurations au nombre desquelles les changements survenus dans les rapports entre les politiques et les religieux.

La production des mutations durant la crise

La thèse est construite sur l'hypothèse selon laquelle la crise ivoirienne a conduit à une mutation des relations entre les politiques et les religieux. L'idée est qu'on peut distinguer entre un avant 1990 (où les acteurs des deux sphères concernées respectaient un accord tacite fondé sur le silence) et un après 1990 (où les religieux se sont davantage politisés et les politiques se sont largement mêlés du religieux). Tout au long de la crise, on a assisté à une instrumentalisation mutuelle n'ayant ni gagnants ni perdants.

Les mutations se sont surtout effectuées à deux niveaux ou dans deux cadres décrits dans la deuxième et la troisième partie de la thèse :

- D'une part, durant des temps bien précis (les pics de la crise)¹ au cours desquels un certain nombre d'événements marquants se sont produits : coups d'État, rébellion,

¹ Les pics de la crise : entre le retour au multipartisme et les élections de 1995, entre le coup d'État de 1999 et l'arrivée de Laurent Gbagbo au pouvoir en 2000, entre le début de la rébellion armée en 2002 et les manifestations populaires de 2004, la période électorale de 2010-2011 et la querelle du 3^e mandat en 2020.

élections présidentielles conflictuelles, guerre, scission du pays, mutineries, ainsi de suite. Ce sont les accélérateurs des mutations.

- D'autre part, à travers des stratégies, des logiques, des pratiques et des dispositifs qui ont été mis en place à la fois par les politiques et les religieux. Du côté religieux on peut citer entre autres, la reconsidération du sens de la vocation, la guerre spirituelle, les prophétismes et la consolidation des associations. Alors que du côté des politiques, on a pris des mesures visant à restreindre l'influence des religieux et procédé à l'appropriation d'un vocabulaire spirituel.

Les stratégies et les logiques se sont développées tout au long de la crise, même durant les temps d'accalmie ou de baisse de la tension critique. Par conséquent, les moments situés entre les pics étaient des parties intégrantes de la crise. Ils constituaient des périodes d'incubation ou de gestation de ce qui se manifesterait durant les pics. Il n'y eut donc pas de discontinuité dans le déroulement de la crise. Ce fut une crise en continue de 1990 à 2020.

Pour récapituler, certains épisodes de la crise furent propices aux reconfigurations. Ces dernières se firent à l'aide d'instruments (théoriques et pratiques) particuliers. La convergence de deux groupes d'éléments (les temporalités critiques et les rationalisations critiques) a balisé le parcours suivi par les meneurs des changements étudiés dans la thèse. Cela montre que des transformations durables dans les relations entre sphères sociales se produisent en raison de la confluence entre des événements marquants et des conceptualisations ou théorisations opérées par les acteurs concernés.

La troisième partie de la thèse propose une considération des événements marquants de la crise tout en mettant l'accent sur la manière dont les rationalisations se sont faites au long des décennies critiques. Autrement dit, les matériaux analysés dans la thèse sont les mêmes, mais les objectifs visés varient selon les parties.

La focalisation sur les relations entre les politiques et les religieux

Il existait un vide dans la littérature portant sur la politique et la religion ou le religieux et le politique en Côte d'Ivoire : elle n'étudiait pas de manière précise les transformations survenues dans les relations entre les acteurs religieux et politiques durant toute la crise. Les travaux existants traitaient le plus souvent d'un ou de plusieurs épisodes critiques et non pas de la crise dans toute sa longueur temporelle. Par conséquent, la thèse se focalise sur les métamorphoses qu'ont connues les rapports entre ceux qui exercent le pouvoir politique et les élites dirigeantes des confessions religieuses durant trois décennies. Autrement dit, la thèse porte sur les religieux et les politiques durant toute la crise, plutôt que sur la religion et la politique plus largement.

L'état de l'art s'est voulu très précis, visant uniquement les travaux qui interrogent les liens entre religieux et politiques en Côte d'Ivoire. « Toutes les autres publications ayant pour objet d'étude soit la politique ivoirienne, soit les religions en Côte d'Ivoire, ont été volontairement omises car elles n'explorent pas en particulier le centre d'intérêt de cette thèse. En effet, la thèse ne s'intéresse pas à la politique ou à la religion séparément. Elle vise plutôt à établir de quelle manière les acteurs de ces deux sphères ont été en relation durant la crise ivoirienne. Par conséquent, les ouvrages et les articles qui restituent des investigations sur le politico-religieux dans des pays de l'Afrique de l'Ouest autres que la Côte d'Ivoire ne sont pas cités dans l'état de l'art. En outre, ce critère de focalisation sur les transformations politico-religieuses a conduit à la disqualification de la littérature anglophone n'ayant pas pour épicerie l'analyse des liens établis entre les politiques et les religieux pendant les années de crise. » (*Texte thèse*, p. 23.)

La méthode appliquée pour mettre en œuvre cette focalisation sur les politiques et les religieux reposait sur deux choix faits avant l'arrivée sur le terrain. Tout d'abord, celui (1) des techniques de collecte des données : entretiens semi-directifs (enregistrés) avec des politiques et des religieux, séances d'observation participante et non-participante selon les cas, lieux d'enquête (temples, églises, mosquées, sièges des partis politiques, radios, lieux de meetings, etc.). À cela s'est ajouté la collecte de vidéos sur les médias sociaux, les coupures de journaux locaux et des photocopies d'archives publiques et privées. Le choix également (2) d'un cadre théorique d'analyse. Ce dernier reposait principalement sur la *Sociologie des crises politiques* de Michel Dobry, notamment son idée de concentration sur les crises elles-mêmes, c'est-à-dire, l'omission de l'étiologie et la relativisation d'une recherche des conséquences de la crise. J'ai eu recours aux théories des conflits et des mobilisations sociales de Charles Tilly, Sidney Tarrow et Stuart Kaufman ainsi qu'aux conclusions des études déjà faites sur les rapports de domination. Je pense à celles de James Scott, Michel de Certeau, de Michael Wälzer, par exemple.

Quelques contributions de la thèse (et du cas ivoirien) à la réflexion sur les relations entre les religieux et les politiques en temps de crise ?

1. La thèse montre que les relations entre les gouvernants et les responsables des communautés croyantes ne sont pas forcément orientées par des idées politiques et religieuses. Le plus souvent, les véritables raisons de leurs amitiés et inimitiés ont beaucoup à voir avec leurs appartenances ethniques, régionales, sociales et économiques. Pour cette raison, les prismes du religieux et du politique (plus précisément leur grammaire et la pluralité de leurs langages respectifs) peuvent fausser l'analyse et, dès lors, la compréhension des interactions qui se vivent entre les gardiens de la foi et les détenteurs de l'autorité publique.

2. Le cas ivoirien permet de comprendre que la forme que prend le politico-religieux dans un État ou une région dépend grandement du type de régime politique et culturel qui y est en vigueur. Sous un régime autoritaire, la parole religieuse peut être contrôlée, voire interdite. On peut même assister à une dépolitisation des religieux. Alors que sous un régime plus libéral, ou pluraliste, il est possible de parvenir à une surpolitisation des religieux. Les religieux se politisent ou se dépolitisent en fonction du régime politique dans lequel ils vivent.

3. En dernière instance, les politiques ont un ascendant sur les religieux malgré le fait que leurs rapports sont des symbioses, c'est-à-dire des relations à bénéfices réciproques. Ceci pour la simple raison que les politiques ont les moyens directs et immédiats de leur action. Ce qui n'est généralement pas le cas des religieux. Ils comptent souvent sur les fidèles pour que se fasse une traduction de leurs idées en actions effectives. Les politiques peuvent signer des arrêtés et des décrets ou faire voter des lois. Ils sont également à même de financer les orientations qu'ils donnent. Quand cela leur paraît nécessaire, les politiques n'hésitent pas à mobiliser les forces de l'ordre et d'autres moyens coercitifs pour faire advenir les changements désirés. Les religieux ne peuvent pas se le permettre. En outre, ces derniers sont, comme tout autre citoyen, soumis à la loi et tenus au respect de l'autorité publique.

4. L'influence des religieux sur les hommes et femmes politiques (donc sur *la politique* : les élus, les institutions, le gouvernement et l'appareil d'État) est à relativiser. Il faut le redire, entre politiques et religieux l'influence est mutuelle. Mais le plus souvent, le cas ivoirien l'a prouvé, les religieux restent faiblement influents face aux politiques. En revanche, leur influence peut se révéler plus grande sur *le politique*. Les religieux sont influents en dehors du cadre institutionnel et institué, là où se manifestent des rapports

asymétriques ou de domination, des jeux et des luttes pour le pouvoir, des débats sur des questions de société (concernant la production et la distribution des biens qu'ils soient matériels ou immatériels) et les rapports de force entre groupes. Même dans une société à fort potentiel religieux comme la Côte d'Ivoire, l'influence politique des religieux s'exerce principalement par le bas de la société : dans les cercles associatifs et militants, à travers leurs établissements scolaires et universitaires, dans leurs lieux de culte et les autres espaces où s'exerce leur autorité.

5. En temps de crise, la foi est moins pertinente que l'ethnie et la politique. Quand surgissent les conflits et la guerre, les individus font des choix et prennent des décisions, non pas selon les principes de leur foi commune, mais en fonction des diktats de l'ethnie et des affiliations politiques. Cet ordre de priorités n'est pas habituellement en vigueur dans les circonstances stables et routinières. Mais dans un contexte de fluidité sociale et d'incertitude du lendemain, la plupart des individus n'informent pas leur choix à partir des principes moraux et doctrinaux de la religion. Les réflexions de type spirituel ou religieux visant à baliser l'action des protagonistes ou des victimes d'une crise se font dans un second temps, une fois que des affrontements violents entre croyants ont déjà eu lieu.

6. Quand une crise politique bat son plein, des changements ne se font pas uniquement entre politiques et religieux. Des mutations s'effectuent également à l'intérieur de chaque confession religieuse et entre les confessions. En d'autres termes, la crise a fait bouger les lignes au sein des familles religieuses, ensuite entre elles, enfin entre les religieux et les politiques. Le plus souvent, les modifications remarquées dans les liens qui existent entre les élites religieuses et les gouvernants résultent des transformations déjà survenues dans l'espace religieux.

La centralité de la question de l'identité

L'étude de la crise ivoirienne révèle à quel point les disputes au sujet de l'identité nationale peuvent être source de conflits. Une solution durable ne semble pas avoir été trouvée au problème de fond qui refaisait surface à chaque épisode de la crise : l'identité ivoirienne et l'intégration de tous au corps de la nation. Malgré la fin de la crise, la paix et la stabilité restent précaires en Côte d'Ivoire. Les risques d'embrasement social demeurent présents. Les manifestations des problèmes identitaires étudiés dans la thèse (à savoir la guerre en pointillés, la forte politisation des religieux, l'instrumentalisation de la religion par les politiques et les violences électorales) pourraient encore ressurgir. À moins de faire l'objet de discussions franches destinées à déboucher sur des lois et des politiques publiques orientées vers l'intégration de chacun à la nation ivoirienne, les questions identitaires risquent de causer une nouvelle crise collective de longue durée.